

7 - ENVIRONNEMENT	
	32.04
Etudes, travaux et actions d'accompagnement	

PROGRAMME(S)

TPOLOGIE DES CREDITS

EXPOSE DES MOTIFS

La préservation et la restauration de la trame bleue est un axe essentiel de la politique de développement durable de la Région. La Région soutient les actions permettant la restauration écologique des cours d'eau et des milieux aquatiques visant à atteindre le bon état écologique de la ressource en eau et à rétablir la fonctionnalité des trames vertes et bleues.

Afin de permettre une meilleure adéquation entre les projets et l'atteinte de ces objectifs, la région Bourgogne Franche Comté devra être associée à la démarche d'élaboration des projets : par exemple, pour les travaux et pour les études, elle sera consultée sur la rédaction du cahier des charges très en amont de la procédure de consultation des entreprises.

Les bénéficiaires devront présenter les projets pour discussion aux financeurs et services de l'Etat, ainsi que les objectifs et résultats attendus en termes d'amélioration fonctionnelle du milieu. La discussion technique et financière sur le projet devra être entamée de préférence avant le 1er décembre de l'année qui précède le démarrage du projet et au plus tard avant le dépôt du dossier.

L'éligibilité des actions dépendra de leur niveau d'intérêt pour le rétablissement ou le renforcement des trames vertes et bleues régionales, et de leur intégration dans une démarche globale (exemples : reconnexion des continuités, transit sédimentaire, bassin versant). Les actions pourront être financées hors cadre contractuel (contrat de rivière, territorial ou global...).

Les dossiers de travaux devront dans la mesure du possible contenir un projet de niveau Avant-Projet Détaillé (APD).

BASES LEGALES

Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 novembre 2006.

DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION – Action 1 : Animation

OBJECTIFS

Les postes d'animateur de démarches contractuelles ainsi que les postes d'encadrement techniques nécessaires des contrats de rivière, globaux ou territoriaux dont une partie du temps de travail est consacré à la maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre ou l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'actions pour le rétablissement des continuités écologiques. Le personnel administratif, les équipes de travaux en rivière en régie, les animateurs SAGE, communication, agricole ou de nappe ne sont pas éligibles.

NATURE

Salaire chargé plafonné à 60 000 € ou gratification.

FINANCEMENT

Aides publiques :	
<i>Taux maximum</i>	80 %
<i>Plafond</i>	***
Aides Région	
<i>Taux maximum</i>	<ul style="list-style-type: none">• Pour les agents en poste, l'aide sera composée par poste d'une subvention égale à 30 % maximum du coût salarial (salaire chargé)• Pour les stagiaires, l'aide portera sur la gratification versée et sera de 30 % maximum.
<i>Plafond</i>	18 000 € par poste

BENEFICIAIRES

EPCI à fiscalité propre, syndicat mixte fermé, Parc Naturel Régionaux
EPTB Saône et Doubs pour l'axe Doubs uniquement

CRITERES D'ELIGIBILITE

A l'appui d'une demande de subvention pour les postes doit apparaître un engagement sur un programme de travaux en faveur de la trame verte et bleue comprenant un descriptif technique et financier (y compris échéancier de réalisation, de dépenses et plan de financement). Les objectifs et actions devront être déclinés annuellement et faire l'objet d'une programmation présentée par l'agent, de préférence le 1er décembre de l'année antérieure à leur réalisation, au plus tard avant le dépôt du dossier.

Les animateurs devront par ailleurs assurer une relation directe avec les acteurs de l'aménagement du territoire (exemples : SCOT, Pays, communes), pour permettre la prise en compte des objectifs environnementaux de protection et restauration de la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme et les démarches d'aménagement.

Il est attendu un nombre minimal de réalisations par poste pour l'année de la demande ainsi que le bilan des réalisations effectives de l'année n-1 sur lesquelles des engagements ont été pris (à partir de 2016). Ces éléments font partie intégrante du dossier de demande de subvention.

Les réalisations prises en compte peuvent comprendre des opérations effectuées par d'autres maîtres d'ouvrages si le travail d'Assistant à Maître d'Ouvrage (rédaction du CCTP de maîtrise d'œuvre + suivi du maître d'œuvre) ou de maître d'œuvre est assuré par ce poste.

Les réalisations sont prises en compte selon leur nature et même s'il n'y a pas de financement de la région ou du FEDER. Un site d'intervention est comptabilisé comme une réalisation mais une demande de subvention qui comprend plusieurs sites de travaux pourra être comptabilisée comme plusieurs réalisations. Chaque ouvrage rendu franchissable compte de manière autonome (s'ils se succèdent).

L'étude et les travaux sur un site ne seront comptabilisés que comme une unique réalisation. Pour les travaux sur les berges ou dans le lit mineur, la longueur d'un projet doit dépasser 20 fois la largeur du lit mineur pour avoir un impact autre que local (l'impact étant optimal quand le projet dépasse 100 fois la largeur du lit mineur).

Catégories de travaux éligibles :

- Equipement ou reprise d'ouvrage permettant le franchissement piscicole et sédimentaire sur des ouvrages d'eau potable, de navigation hors obligation réglementaire à date échu
- Effacement total ou partiel d'obstacles transversaux
- Remplacement de buse(s) déconnectante(s) par des ouvrages franchissables
- Suppression ou dérivation d'étang sur cours d'eau
- Plantations et mise en défens de cours d'eau (clôtures, abreuvoirs)
- Reconnexion d'annexes hydrauliques : lônes, bras mort, zones humides...
- Suppression de contraintes latérales : désenrochement, suppression digues, déplacement d'enjeu...
- Acquisition de zone riveraine au cours d'eau pour l'espace de mobilité
- Modification de la géométrie du lit mineur ou moyen
- Reméandrage
- Retour au cours d'eau dans son talweg d'origine
- Remise à ciel ouvert de cours d'eau
- Restauration de la trame verte : plantation bocagère...
- Résorption des points noirs pour les espèces semi aquatiques (castor, loutre, crapaud...)
- Reconnexion hydraulique de zones humides (travaux hors mesures agro environnementales)
- Acquisition de zone humide

Nombre de réalisations attendues :

- Pour un bassin versant dont moins de 33 % de la superficie est en Bourgogne Franche Comté, il est attendu l'engagement d'1 réalisation/an et par poste.
- Pour un bassin versant dont plus de 66 % de la superficie est en Bourgogne Franche Comté, il est attendu l'engagement de 3 réalisations/an et par poste.
- Pour un bassin versant entre 33 et 66 % de la superficie est en Bourgogne Franche Comté, il est attendu l'engagement de 2 réalisations /an et par poste.
- Le programme des réalisations prévisionnelles pour l'année de la demande peut compter plus d'actions. Les réalisations supplémentaires seront comptabilisées pour les années suivantes. Les réalisations pourront être prises en compte dès réception des travaux sur présentation d'une fiche descriptive résumée (type recueil d'expérience sur l'hydromorphologie de l'ONEMA) remplie par le porteur de la demande de subvention pour les postes. La réalisation ou non des objectifs n'entraîne pas de proratisation des subventions accordées mais sera prise en compte pour l'examen des futures demandes.

Exception pour les contrats en cours de première émergence : 3 ans pour signer avec la réalisation d'un site pilote démonstratif au minimum par poste.

DISPOSITIONS DIVERSES

Pour toucher le solde de la subvention, la « Fiche technique descriptive du projet » devra avoir été mise à jour.

DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION – Action 2 : Communication

OBJECTIFS

La communication et sensibilisation préalable à la mise en œuvre des démarches contractuelles ou pour leur mise en œuvre sont éligibles.

Un plan de communication pluriannuel simplifié présentant les thématiques abordées, les médias et les cibles envisagées (ou les réalisations passées), sera envoyé à l'appui de la demande.

NATURE

Les frais de réception (nourriture, boissons, location de salle) ne sont pas éligibles. La partie « conception » des médias ne sera éligible que si le sujet n'a pas déjà été traité, la modification de plaquette et document libre étant à privilégier.

FINANCEMENT

Aides publiques :	
<i>Taux maximum</i>	80 %
<i>Plafond</i>	
Aides Région	
<i>Taux maximum</i>	30 %
<i>Plafond</i>	3 000 €/an et par contrat

BENEFICIAIRES

Collectivités territoriales et leurs groupements ayant la compétence.

CRITERES D'ELIGIBILITE

- Prérequis : vérifier pour les projets de conception de films, expositions et documents que le thème n'a pas déjà été traité.
- les médias créés seront libres de droit pour pouvoir être réutilisés ou adaptés.
- Eco-conditionnalité : usage de papier recyclé.

DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION – Action 3 : Rétablissement des continuités écologiques et sédimentaires

OBJECTIFS

Arasement ou dérasement de tout ouvrage de plus de 20 cm de chute et les mesures d'accompagnement. Les ouvrages maintenus pour un usage économique ou récréatif ou esthétique (exemple : hydroélectricité) ne sont pas éligibles.

NATURE

Etudes avant-projet, acquisitions foncières, communication, travaux, suivi-évaluation avant et après travaux, et frais administratifs (externalisés ou de publication) liés au dossier loi sur l'eau, DIG et aux enquêtes publiques.

Action en régie :

Les achats de matériaux, les prestations de services complémentaires et frais de location de matériel pour réaliser des travaux par une équipe rivière sont éligibles.

Les coûts salariaux de **l'équipe rivière** (salaire chargé) relatifs aux travaux présentés sont éligibles dans les dépenses d'investissement. Ils sont pris en compte au même taux d'aide que celui des travaux. Les frais de structure sont inéligibles. Les postes faisant l'objet par ailleurs de financement du FEDER ou de ce règlement d'aide (cf. : **Action 1 : Animation**) ne seront pas éligibles.

FINANCEMENT

Action externalisée	
Aides publiques :	
<i>Taux maximum</i>	<i>80 % sur l'investissement et 100 % sur le fonctionnement pour les opérations d'arasement ou de dérasement</i>
<i>Plafond</i>	***
Aides Région	
<i>Taux maximum</i>	<i>Les actions pour résorber les obstacles à la continuité pourront être financées à hauteur de 80 % à condition qu'il y ait un diagnostic incluant à minima l'hypothèse de dérasement ou d'arasement.</i> <i>Le cumul global d'aides publiques au projet sera plafonné à 80 % pour des projets de passe à poissons ou de rivières de contournement. Pour les opérations sous maîtrise d'ouvrage des départements, la participation sera paritaire</i>
<i>Plafond</i>	***
Action en régie	
Aides publiques :	
<i>Taux maximum</i>	<i>80 %</i>
<i>Plafond</i>	***
Aides Région	
<i>Taux maximum</i>	<i>30 %</i>
<i>Plafond</i>	<i>30 000 € par an et par structure</i>

BENEFICIAIRES

Collectivités territoriales et leurs groupements, organismes consulaires, associations, propriétaires privés, sociétés délégataires de service public.

DISPOSITIONS DIVERSES

Pour toucher le solde de la subvention, la « Fiche technique descriptive du projet » devra avoir été mise à jour.

- La méthode exposée dans le "Manuel de restauration hydro-morphologique des cours d'eau" de l'Agence de l'Eau Seine Normandie publié en 2007 servira de base pour le diagnostic du projet.
- Les actions intervenant sur des propriétés privées devront faire l'objet d'une convention pour garantir l'intervention du maître d'ouvrage qui dépose la demande de subvention et si nécessaire d'une DIG.
- Les propriétaires privés ou publics devront fournir le cas échéant le courrier de résiliation du droit d'eau envoyé à la DDT ou tout autre acte juridique (règlement d'eau ...) permettant de garantir la pérennité des travaux financés, ainsi que leur mode de fonctionnement.
- La solution de pont de franchissement en bois local devra être étudiée en cas de rétablissement de petits franchissements en prairie ou sur les chemins forestiers.

Conditions particulières action en régie :

En termes de justificatifs de dépenses salariales, le porteur de projet devra joindre :

- le ou les salaires des agents effectuant les travaux.
- une attestation visée du responsable de la structure du temps consacré aux travaux.

DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION – Action 4 : Renaturation

OBJECTIFS

Les actions de restauration ou de préservation de la qualité morphologique des cours d'eau (renaturation des cours d'eau, opérations en faveur de l'espace de liberté, mise en défend, abreuvoir, plantations...) dont l'impact aura été argumenté

NATURE

Etudes avant-projet, acquisitions foncières, communication, travaux, suivi-évaluation avant et après travaux et frais administratifs (externalisés ou de publication) liés au dossier loi sur l'eau, DIG et aux enquêtes publiques.

Dépenses éligibles si action en régie :

Les achats de matériaux, les prestations de services complémentaires et frais de location de matériel pour réaliser des travaux par une équipe rivière sont éligibles.

Les coûts salariaux de **l'équipe rivière** (salaire chargé) relatifs aux travaux présentés sont éligibles dans les dépenses d'investissement. Ils sont pris en compte au même taux d'aide que celui des travaux. Les frais de structure sont inéligibles. Les postes faisant l'objet par ailleurs de financement du FEDER ou de ce règlement d'aide (cf. : **Action 1 : Animation**) ne seront pas éligibles.

FINANCEMENT

Action externalisée	
Aides publiques :	
<i>Taux maximum</i>	80 %
<i>Plafond</i>	***
Aides Région	
<i>Taux maximum</i>	80 %. <i>Pour les opérations sous maîtrise d'ouvrage des départements, la participation sera paritaire</i>
<i>Plafond</i>	***
Action en régie	
Aides publiques :	
<i>Taux maximum</i>	80 %
<i>Plafond</i>	***
Aides Région	
<i>Taux maximum</i>	30 %
<i>Plafond</i>	30 000 € par an et par structure

BENEFICIAIRES

Collectivités territoriales et leurs groupements, organismes consulaires, associations, propriétaires privés, sociétés délégataires de service public.

CRITERES D'ELIGIBILITE

- Le financement des études, des acquisitions foncière, des équipements et des actions pédagogiques, du suivi-évaluation avant et après travaux et frais administratifs (externalisés ou de publication) liés au dossier loi sur l'eau, DIG et aux enquêtes publiques sont conditionnés par la réalisation de travaux.
- La solution de pont de franchissement en bois local devra être étudiée en cas de rétablissement de petits franchissements en prairie ou sur les chemins forestiers.

DISPOSITIONS DIVERSES

Pour toucher le solde de la subvention, la « Fiche technique descriptive du projet » devra avoir été mise à jour.

- La méthode exposée dans le "Manuel de restauration hydro-morphologique des cours d'eau" de l'Agence de l'Eau Seine Normandie publié en 2007 servira de base pour le diagnostic du projet.
- Les actions intervenant sur des propriétés privées devront faire l'objet d'une convention pour garantir l'intervention du maître d'ouvrage qui dépose la demande de subvention et si nécessaire d'une DIG.
- Les propriétaires privés ou publics devront fournir le cas échéant le courrier de résiliation du droit d'eau envoyé à la DDT ou tout autre acte juridique (règlement d'eau ...) permettant de garantir la pérennité des travaux financés, ainsi que leur mode de fonctionnement.

Conditions particulières action en régie :

En termes de justificatifs de dépenses salariales, le porteur de projet devra joindre :

- le ou les salaires des agents effectuant les travaux.
- une attestation visée du responsable de la structure du temps consacré aux travaux.

DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION – Action 5 : Maîtrise d'œuvre en régie

OBJECTIFS

Dépenses en régie

NATURE

Les coûts salariaux de la maîtrise d'œuvre (salaire chargé) relatifs aux travaux sont éligibles dans les dépenses d'investissement. Ils sont pris en compte au même taux d'aide que celui des travaux dans le cadre d'un dossier de subvention pour des travaux. Les frais de structure sont inéligibles.

FINANCEMENT

Aides publiques :	
<i>Taux maximum</i>	<i>80 %</i>
<i>Plafond</i>	<i>***</i>
Aides Région	
<i>Taux maximum</i>	<i>30 %</i>
<i>Plafond</i>	<i>La maîtrise d'œuvre prise dans l'assiette éligible est plafonnée à 10 % du coût éligible du projet. Le coût de la maîtrise d'œuvre est également plafonné à 10 000 €, soit 3 000 € d'aide par projet</i>

BENEFICIAIRES

Associations

DISPOSITIONS DIVERSES

Pour toucher le solde de la subvention, la « Fiche technique descriptive du projet » devra avoir été mise à jour.

En termes de justificatifs de dépenses salariales, le porteur de projet devra joindre :

- le ou les salaires des agents effectuant les travaux
- une attestation visée du responsable de la structure du temps consacré aux travaux.

TEXTES DE REFERENCES

- Délibération n° ---- du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 12 et 13 janvier 2017